Madame, Monsieur,

Le projet de réforme des retraites débattu au Parlement suscite un profond mécontentement de la

population, comme le prouvent toutes les enquêtes d’opinion et les mobilisations massives qui ont

eu lieu depuis le 19 janvier.

Cette réforme est à la fois injuste et brutale. Injuste car elle va peser sur les salarié·es, notamment

les plus précaires et celles et ceux qui ont eu une vie professionnelle incomplète. C’est le cas pour

une majorité de femmes. Brutale car elle va s’appliquer rapidement et reporter le départ de

salarié·es qui s’étaient déjà projeté·es sur leur retraite.

Cette réforme n’est pas nécessaire. L’allongement de la durée de cotisation et le report de l’âge de

départ à la retraite à 64 ans ne sont pas justifiés. Les déficits annoncés seront très limités ; ils

pourraient être facilement comblés. Mais le gouvernement refuse d’envisager d’autres solutions qui

sont pourtant possibles : fin des exonérations des cotisations sociales, taxation des superprofits,

suppression des inégalités salariales entre les hommes et les femmes, lutte contre la fraude fiscale.

Une autre répartition des richesses est nécessaire.

Grâce à notre système de retraites basé sur la solidarité entre les générations, l’espérance de vie de

la population a augmenté et le taux de pauvreté des retraité·es a fortement diminué. C’est ce

système de retraites, qui a fait ses preuves, que nous voulons préserver. Notre régime de retraite

par répartition et les droits acquis par les salarié·es et les retraité·es doivent être défendus.

C’est pourquoi nous serons en grève le mardi 7 mars à l’appel de toutes les organisations syndicales

pour « durcir le mouvement face à la surdité du gouvernement » pour faire renoncer le

gouvernement.

En comptant sur votre soutien et en espérant vous croiser à nos côtés à la manifestation,

L’équipe enseignante